

LA RUÉE MONDIALE SUR LES TERRES ARABLES S'ACCÉLÈRE EN AFRIQUE

Les paysans africains livrés aux agro-impérialistes

Par

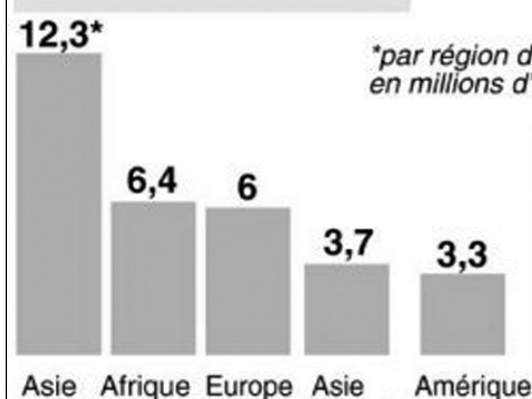
Lyès Menacer

Le Continent africain, qui possède à lui seul un quart des terres fertiles mondiales, concentre 41% des transactions foncières, sur un nombre total de 1 515 transactions à travers le monde, selon un récent rapport de l'ONG ActionAid International, datant de fin mai 2014. «Depuis l'an 2000, plus de 1 600 transactions de grande échelle ont été documentées, soit une superficie totale de 60 millions d'hectares», a avancé l'ONG qui a précisé qu'«aussi, il est probable que bon nombre d'acquisitions de moyenne ou grande envergure demeurent à ce jour ni documentées, ni quantifiées». Ce rapport d'une vingtaine de pages, intitulé Hold up sur les terres : comment le monde ouvre la voie aux accaparements des terres par les entreprises, nous révèle en effet l'ampleur de ce phénomène qui menace, non seulement la survie de millions de personnes dans le monde, mais également les écosystèmes, les forêts et les espèces animales en danger de disparition. L'ONG s'est énormément intéressée à l'Afrique, car ce continent est devenu la nouvelle attraction des multinationales, des fonds de pensions et des grands groupes agro-alimentaires qui ont acquis, avec les complicités des gouvernements locaux, des millions d'hectares de terres arables. Des Etats se sont aussi mis à acheter les terres fertiles pour satisfaire leurs besoins alimentaires et fabriquer les biocarburants. L'Arabie saoudite, le Qatar, l'Inde sont souvent cités dans les rapports de ces ONG qui ont identifié aussi les grandes puissances, comme les Etats-Unis, certains Etats membres de l'Union européenne (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas), et, depuis quelques années, la Chine qui veut avoir sa part en Afrique pour satisfaire sa demande locale. En Afrique subsaharienne, région à forte

Les acquisitions de terres agricoles en Afrique

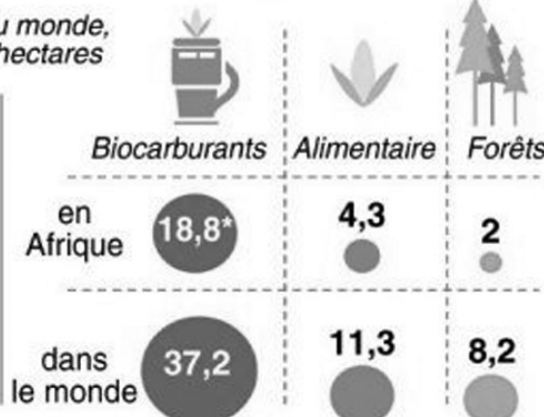
948 transactions foncières rendues publiques qui représentent :
134 millions d'hectares

Principaux acquéreurs



*par région du monde, en millions d'hectares

Acquisitions par secteur d'investissement



AFP Source : International Land Coalition

instabilité politique et sécuritaire, l'accaparement du peu de terres fertiles s'est fait par les autorités qui ont privé des milliers de paysans de leur principale ressource de survie. La saisie des terres a été facilitée par l'absence des actes de possessions que ces paysans n'ont jamais pu établir, dans une région où les biens sont gérés par les chefs de tribus.

États en guerre, pays à vendre ?

En Afrique subsaharienne, 10% de ces terres arables sont inscrites aux registres officiels. Sous-couvert de relance de l'agriculture pour éradiquer la famine qui ravage régulièrement des millions de personnes dans cette zone aride, les gouvernements locaux ont cédé presque à un prix symbolique des centaines de milliers d'hectares aux fabricants de biocarburants, ont dénoncé de nombreuses ONG, dont Grain qui fait constamment l'objet d'attaques de la part de

certain pays acheteurs de ces terres. Il est aisé de constater que les pays ciblés par ceux qui se font passer pour des investisseurs sont les mêmes qui sont actuellement secoués par les conflits politiques et les guerres ethniques et confessionnelles. L'on peut citer le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo (RDC ou Congo-Kinshasa), le Soudan, la Sierra Leone, le Mozambique, le Liberia, la Tanzanie, le Kenya, le Zimbabwe, le Nigeria et la République congolaise (Congo-Brazzaville). L'île rouge (Madagascar) qui a vécu une crise politique en 2009, suite à une protestation contre la vente de 300 000 hectares de terres à la firme sud-coréenne Daewoo, reste une cible des prédateurs de terres fertiles. Autrement dit, outre la guerre autour du contrôle des gisements pétroliers et miniers dans ces pays, une autre guerre se déroule loin des regards et de la curiosité des médias qui ne voient souvent en

la révolte des pauvres en Afrique que les violences tribales autour de l'exploitation des points d'eau et des zones de pâturages. Pourtant, des dizaines de personnes, entre agriculteurs et éleveurs, subissent la répression de leurs gouvernements qui les chassent à coup de poudre et de bulldozers de leurs territoires qu'ils occupent depuis des lustres. Des territoires qui ne sont pas seulement des espaces de vie économique, mais de cultures ancestrales. Les émeutes de la faim qui ont secoué Maputo en 2010 n'ont pas empêché le gouvernement à céder 6,6 millions d'hectares aux Etats-Unis et à des compagnies étrangères entre 2004 et 2008. Le Mozambique dispose de 36 millions d'hectares de terres arables, soit 46% de son territoire, qui sont propres à la culture, et dont seulement 10% sont exploitées. Au lieu de mettre en place une politique agricole vivrière qui lui garantirait la sécurité alimentaire, le gouvernement de Maputo préfère céder ses terres à la destructrice industrie des biocarburants. Pendant ce temps, 40% des Mozambicains souffrent de malnutrition, selon les chiffres officiels des ONG onusiennes. La République démocratique du Congo (RDC) n'a pas dérogé à la règle puisque 50% de ses terres fertiles sont passées sous le contrôle des pays étrangers et des firmes internationales qui sont plus intéressées par l'exploitation du sous-sol que par l'agriculture, sans payer la moindre taxe ou redevance. Et quand ils doivent payer, les sommes sont dérisoires et profitent plutôt aux membres du clan au pouvoir. C'est le cas aussi chez le voisin de la République congolaise qui a cédé 46% de ses terres fertiles aux mêmes prédateurs qui sont à l'affût de la moindre parcelle de terrain cultivable, que ce soit pour l'industrie agroalimentaire ou pour nourrir la population du pays

acheteur, comme dans le cas de l'Arabie saoudite et du Qatar, deux pays désertiques qui importent toute leur nourriture. Ces deux pays ont acquis, au prix de la répression menée par le gouvernement d'Addis-Abeba contre les paysans et les éleveurs, des dizaines de milliers d'hectares pour satisfaire leur demande intérieure en fruits et légumes. Les dénonciations des massacres orchestrés par l'armée éthiopienne pour défricher le terrain aux «investisseurs» sont restées lettre morte.

Qui sont les acheteurs ?

«Les États-Unis sont à l'origine de la plupart des investissements conclus (7,09 millions d'hectares), suivis par la Malaisie (3,35 m ha), les Émirats Arabes Unis (2,82 m ha), le Royaume Uni (2,96 m ha), l'Inde (1,99 m ha), Singapour (1,88 m ha), les Pays-Bas (1,68 m ha), l'Arabie saoudite (1,57 m ha), le Brésil (1,37 m ha), et la Chine (1,34 m ha)», énumère le document rendu public par ActionAid International qui cite Land Matrix, un organisme indépendant qui dispose d'une riche base de données concernant les transactions foncières enregistrées à travers le monde. En plus des Etats acheteurs, les organismes financiers, les fonds d'investissements et les groupes industriels qui ont été lourdement touchés par la crise économique de 2008, ont orienté leur intérêt vers ce marché. «Une étude menée par la Deutsche Bank Research met en lumière l'existence de trois grands groupes d'acteurs économiques impliqués dans le secteur des terres agricoles : les gouvernements cherchant à acquérir de la terre à l'étranger pour sécuriser leurs réserves en nourriture et en énergie, les entreprises agricoles qui cherchent soit à accroître leur production, soit à intégrer la chaîne d'approvisionnement, et des investisseurs financiers», ajoute le même texte. Les acteurs influents des industries minières, les entreprises de tourisme et les concessions sylvicoles ne sont pas restés à l'écart de cette bataille qui va provoquer, à long terme, une grande explosion sociale sur le continent. «L'étude montre que ces acteurs n'agissent pas de façon isolée. En faisant pression sur la terre, les intérêts d'un des groupes d'acteurs motiveront les actions des autres groupes», ajoute le rapport d'ActionAid International. Les paysans des pays africains essayent de s'organiser, aidés par les ONG qui tentent tant bien que mal d'alerter l'opinion publique internationale et les hautes instances onusiennes. Un combat qui, pour le moment, est compromis dans bien des cas où les dictatures locales répriment et emprisonnent tous ceux qui osent se mettre face à ce qui est appelé projet d'investissement, développement durable, relance économique, etc.

L. M.



Photo : DR